



HAL
open science

La diversité des formes d'engagement des "jeunes des quartiers"

Éric Marlière, Régis Cortesero

► **To cite this version:**

Éric Marlière, Régis Cortesero. La diversité des formes d'engagement des "jeunes des quartiers". Diversité : ville école intégration, 2016, L'engagement et la participation dans l'école et dans la cité, 184, pp.37-43. hal-01638274

HAL Id: hal-01638274

<https://hal.science/hal-01638274>

Submitted on 21 Aug 2023

HAL is a multi-disciplinary open access archive for the deposit and dissemination of scientific research documents, whether they are published or not. The documents may come from teaching and research institutions in France or abroad, or from public or private research centers.

L'archive ouverte pluridisciplinaire **HAL**, est destinée au dépôt et à la diffusion de documents scientifiques de niveau recherche, publiés ou non, émanant des établissements d'enseignement et de recherche français ou étrangers, des laboratoires publics ou privés.



Distributed under a Creative Commons Attribution - NonCommercial 4.0 International License

La diversité des formes d'engagement des « jeunes des quartiers »

Régis Cortéséro, Éric Marlière

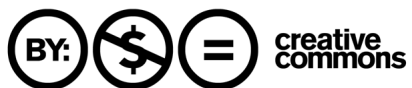
Citer ce document / Cite this document :

Cortéséro Régis, Marlière Éric Cortéséro Régis, Marlière Éric. La diversité des formes d'engagement des « jeunes des quartiers ». In: Diversité, n°184, 2016. L'engagement et la participation, dans l'école et dans la cité. pp. 37-43;

https://www.persee.fr/doc/diver_1769-8502_2016_num_184_1_4249

Fichier pdf généré le 16/03/2023

invisible.



—
R.Cortéséro,
Éric Marlière
—

La diversité des formes d'engagement des « jeunes des quartiers »

Contrairement à l'image de banlieues urbaines politiquement atones, les jeunes des quartiers populaires portent sur leur condition sociale un regard critique qui s'articule à des formes d'engagement variées. L'objet de cet article est de tenter de brosser un tableau de cette diversité et, par là, de rendre justice à la vie politique « ordinaire » de ces quartiers, que la surmédiation des « violences urbaines » et des phénomènes plus récents de « radicalisation » finit par rendre invisible. ■



Au début des années 2010, c'est l'ensemble des classes populaires urbaines et rurales qui subit le plus fortement les effets des mutations des modes de production, frappant d'une radicale incertitude leurs perspectives d'avenir (Castel, 2009). Les habitants des quartiers populaires, en particulier les jeunes issus de l'immigration, sont les plus durement touchés (Aerts, Chirazi, 2015). Pour eux, les diverses formes de ségrégation (sociale, urbaine, scolaire, habitat, etc.) ainsi que la stigmatisation et les discriminations se surajoutent à leur vulnérabilité socio-économique et renforcent tout à la fois leur absence de perspectives et leur sentiment d'être mis au ban de la société et de l'économie nationale (Marlière, 2008). Pour autant, et contrairement à l'image des banlieues populaires urbaines politiquement atones, ces populations portent un regard critique sur leur condition sociale, qui s'articule à des formes d'engagement variées. L'émeute, dont le caractère politique est souligné par la quasi-totalité des recherches (Cortéséro, Marlière, 2015), en constitue la manifestation la plus violente et, donc, la plus visible. Mais il

existe d'autres formes d'engagement, moins visibles, mais aussi moins atypiques, parmi les adolescents et jeunes adultes de ces quartiers.

VIOLENCES URBAINES ET LOGIQUES ÉMEUTIÈRES

Dans la plupart des banlieues populaires urbaines des villes françaises, les tensions entre une partie des adolescents et les différentes institutions (police, école, club de prévention, animation, services municipaux, etc.) sont omniprésentes. Souvent vues comme des « incivilités » ou des « violences gratuites », ces attitudes s'articulent en réalité à un sentiment d'injustice global (Marlière, 2008). De fait, les « violences urbaines » ont acquis, au fil des années, une signification fortement sociale et politique. Elles relèvent d'une « délinquance expressive » qui, plutôt que de viser un profit matériel ou économique, engage un rapport de conflit avec les institutions policières et judiciaires (Jobard, 2006). Elles manifestent une demande de reconnaissance de la part de jeunes convaincus de ne plus avoir de place dans la société (Lagrange, 2001). Point d'orgue de ces tensions, l'émeute représente, aux yeux de la plupart des sociologues, une forme particulière de protestation sociale : elle exprime

une demande politique lorsque les canaux traditionnels d'énonciation et d'expression ne fonctionnent plus. La nature de cette demande reste cependant fortement controversée. Stigmatisation et racialisation, marginalité urbaine, écarts de revenus avec le reste de la population, échec scolaire endémique et rapports distendus à l'emploi ont constitué les principes d'interprétation premiers dès le début des années 1980. L'embrasement généralisé de la fin de l'année 2005 a constitué l'occasion d'un affinement et d'un enrichissement de ces analyses : l'importance du contexte postcolonial, des rapports de tension entre les habitants et les institutions, ou encore les liens avec le développement et les crises actuelles du capitalisme ont notamment été soulignés (Cortéséro, Marlière, 2015).

LES ÉLECTIONS

Si l'émeute constitue la forme la plus spectaculaire de participation politique « non conventionnelle ¹ », elle cohabite avec d'autres formes beaucoup plus classiques, à commencer par le vote et l'engagement dans l'arène électorale ². Malgré de très hauts niveaux d'abstention (Braconnier, Dormagen, 2007), il existe, dans les quartiers populaires, un vote et des comportements électoraux intermittents et fluctuants selon les scrutins et les périodes. On y enregistre une tendance de fond vers une orientation à gauche de la part de jeunes marqués par leurs origines ethniques (Braconnier, Dormagen, 2010). Cependant, la diversité des situations sociales de ces jeunes engage des rapports différents à l'avenir, au territoire, à la dimension ethnique de leur identité

ou encore à la possibilité de s'identifier à une figure de « victime », qui se répercutent sur leur rapport à la politique. Ainsi, par exemple, ceux qui tentent de grimper l'échelle sociale tendent à s'identifier à la figure « républicaine » du mérite scolaire, tandis que leurs congénères enlisés dans la « galère » invoquent la violence des discriminations et réactivent, sur un mode défensif, leur identité « ethnique » (Arslan, 2010). Les formes de politisation de l'expérience suivent des lignes de clivages multiples fondées sur des axes d'identification hétérogènes, et aboutissent à une dispersion des représentations de la société dans des directions parfois antinomiques (Hamidi, 2010). Enfin, ces comportements ne sont pas stables dans le temps. Ainsi, durant la période postérieure aux émeutes de 2005, la Seine-Saint-Denis voit se succéder une forte mobilisation électorale pour la présidentielle de 2007, suivie de nouveaux records d'abstention lors des scrutins suivants. Dans la même période, des listes autonomes se multiplient en vue des municipales de 2008, largement portées par les « minorités visibles » et une stratégie « ni droite ni gauche », puis une sorte de « retour à la normale » a lieu après 2008, avec la multiplication d'alliances avec des listes partisans pour les élections de 2014 (Bacqué, d'Orazio, 2015).

Sur nos terrains, depuis les années 2000, nous observons la montée en visibilité de jeunes adultes, souvent dotés d'un pouvoir charismatique, qui s'affirment dans les quartiers autour d'une « connaissance du terrain » et d'une maîtrise des enjeux sociaux liés à ces territoires (Marlière, 2014). Au regard des entretiens, l'objectif de ces adultes originaires « des quartiers » est d'« améliorer le quotidien des habitants des quartiers populaires ». Quelles que soient les stratégies mises en place par ces différents acteurs, la volonté de reconnaissance politique semble être le moteur des engagements collectifs et/ou individuels. C'est pourquoi ces jeunes adultes, pour tenter de s'imposer localement, misent sur le contact de proximité avec les habitants des quartiers, et en particulier les jeunes, tout en essayant de montrer aux élus et électeurs qu'ils ont les capacités de réguler les problèmes de violence et de cohésion sociale intrinsèques à ces quartiers.

1 C'est-à-dire en marge des formes légitimes et surtout intelligibles de participation au sein des institutions du système dit représentatif.

2 La singularité de certaines formes d'engagement syndical des jeunes issus des quartiers populaires dans leur lieu de travail pourrait également ici être mentionnée. Voir sur ce point Bérout (2011).

LE MILITANTISME ASSOCIATIF

Une troisième forme d'engagement prend pour cadre le tissu associatif local et la référence au quartier. Celui-ci est fortement lié aux dispositifs d'action publique qui, depuis une trentaine d'années, développent une offre de financement d'initiatives associatives dans le cadre des politiques de la ville. Des «emplois jeunes» de la fin des années 1990, sur lesquels furent rémunérés des contingents de «grands frères», aux actuels «contrats uniques d'insertion-contrats d'accompagnement dans l'emploi (CUI-CAE)» et «services civiques», il s'agit d'encourager l'engagement de jeunes en offrant des statuts rémunérés dans le secteur non marchand, tout en leur proposant une aide à l'insertion. Ainsi, à côté d'une «offre» tournée vers l'animation, le développement du territoire ou la culture, et déployée par des professionnels et des travailleurs sociaux souvent extérieurs aux quartiers, tout un tissu associatif de militants des quartiers s'est développé au fil des décennies autour de ces mêmes objets (Kokoreff, 2003; Masclat, 2003). Ces jeunes proposent une offre «alternative» à celle des pouvoirs publics et des professionnels. Ils sont plus politisés, plus militants, plus orientés vers la participation des populations et la constitution d'un interlocuteur «issu du quartier» face aux pouvoirs publics locaux (Cortéséro, 2010). La référence au territoire, dans ces logiques d'engagement, est centrale: il s'agit d'améliorer la qualité de vie sur le quartier et la prise en charge des problèmes sociaux locaux. Inscrites dans des dispositifs d'action publics, ces formes d'engagement sont indissociables de la territorialisation des politiques sociales qui conduit à un recentrage, à l'échelle du territoire, des formes de perception et de problématisation des problèmes sociaux (Merklen, 2009). Comme en Amérique latine, où les mêmes mécanismes semblent à l'œuvre, ce recentrage territorial a ainsi offert un nouveau support de problématisation et un

nouvel ancrage militant aux populations paupérisées, alors que l'usine, les syndicats et la référence à la classe ouvrière s'essouffaient comme cadres de référence politiques (Trenta, 2015).

DES LUTTES IMMIGRÉES À L'ESSOR DU RELIGIEUX

Si les mobilisations associatives relèvent le plus souvent d'engagements dont le territoire est à la fois le support et la référence, le religieux a également connu un essor important ces dernières années. De nouvelles associations de ce type ont assez largement pris le relais des luttes des immigrés portées par les premières générations, où le religieux restait second. Il est vrai que certaines luttes de travailleurs immigrés dans les années 1970 comprenaient des demandes religieuses autour de la revendication d'un lieu de culte à l'usine (Gay, 2015), tandis qu'un islam traditionnel hérité des campagnes du Maghreb organisait la vie familiale dans les années 1980 et 1990 (Césari, 1997). Mais, dans l'ensemble, la négociation des conditions de la présence sur le territoire et le système productif français, ainsi que les liens maintenus avec le pays d'origine structuraient plus fortement les identités que la commune appartenance à une «*oumma*» (communauté des musulmans) transnationale (Roy, 2004). La religion a progressivement gagné en importance dans les représentations et les modes de vie des jeunes des deuxième et troisième générations, renforçant paradoxalement leur stigmatisation dans un contexte politique où la visibilité croissante de l'islam suscite un rejet. Au début des années 2010, la forte demande d'islam (Kapko, 2007) dans les quartiers populaires a accéléré la construction de nombreuses mosquées et de centres culturels dédiés. Ce retour du phénomène religieux se manifeste, par exemple, au travers de la problématique du licite et de l'illicite, du *halal* et des multiples prescriptions religieuses qui semblent désormais organiser le rythme quotidien d'un grand nombre de jeunes habitant les quartiers populaires (Kepel, 2012). On trouve alors une dimension religieuse dans diverses formes d'engagement, et cette présence sous-jacente paraît aussi protéiforme que les engagements qu'elle nourrit. Elle sert de fondement à toute une constellation de mobilisations associatives alimentant le militantisme de «quartier» décrit ci-dessus (*ibid.*). Cette religiosité a constitué l'un

des «moteurs» des émeutes de 2005 (Piettre, 2013), mais également de la mobilisation électorale de 2007 (Kepel, 2012).

Cet attrait du religieux pour ces jeunes renvoie à de nombreux facteurs, mais l'échec scolaire et social, la stigmatisation et le racisme jouent un rôle important. La religion procure une contre-identité permettant de résister à la déconsidération renvoyée par la société dominante, parce qu'elle s'adosse à un principe extra-mondain, «sacré», sur lequel le dominant n'a pas prise. Elle permet au jeune de recouvrir «une dignité religieuse, faute de s'être vu reconnaître une dignité tout court» (Khosrokhavar, 1997, p.101) et cette capacité du religieux à conférer une contre-identité «digne» fonde une part importante du potentiel mobilisateur de l'islam.

ENTRE NOTABILISATION ET RADICALISATION

Si toutes ces formes d'action se différencient de l'émeute et des violences urbaines, elles en partagent cependant la même condition fondamentale. Elles se développent en l'absence d'une véritable «offre» politique à destination des jeunes et des populations des quartiers populaires, qui inclurait pleinement leurs intérêts et leurs aspirations (Cortéséro, Marlière, 2015). Elles se forment dans le vide laissé par la disparition du monde ouvrier et de ses formes de représentation. Cette situation condamne les logiques d'engagement – lorsqu'elles existent – à naviguer «à vue» entre deux extrêmes à la fois complémentaires et antagoniques : la notabilisation et la radicalisation. Dans les deux cas, l'absence de perspective politique conduit à la «sortie» de l'action politique, par l'instrumentalisme d'un côté, par la rupture de l'autre.

La «notabilisation» renvoie à l'accès de certains «jeunes de cité», à travers leurs engagements politiques et médiatiques, aux

élites locales ou nationales. Ce phénomène, naguère décrit comme celui de la formation d'une «bourgeoisie» (Leveau, Withol de Wenden, 2007), continue de marquer la vie politique et associative des jeunes et moins jeunes militants issus des quartiers populaires. La «commande» des partis et des institutions est en effet toujours à double tranchant : en contrepartie de leur promotion sur une liste ou à une charge officielle, il est attendu des militants qu'ils garantissent la paix sociale sur le quartier tout en permettant à une organisation partisane de présenter une «image positive» d'antiracisme et de promotion de la diversité (Geisser, Soum, 2008). Ils risquent alors de perdre le rapport avec la «base» – les copains de la cité, les voisins, etc. – et d'être le plus souvent qualifiés de «traîtres» ou d'arrivistes. De fait, ces «stratégies» ont permis des ascensions sociales rapides, autorisant certains transfuges de classe de contrebalancer les «handicaps» de parcours scolaires faibles et de capitaux sociaux de départ insuffisants (Leveau, Withol de Wenden, 2007). Mais elles ont aussi sans doute contribué à creuser un fossé entre certaines figures politiques et médiatiques censées «représenter» les banlieues et leurs habitants, tout en accélérant le discrédit porté sur les forces politiques traditionnelles, notamment issues de la gauche, toujours soupçonnées de viser à la «récupération» des militants de «base» (Masclat, 2003), pendant que les formes d'antiracisme qu'elles promeuvent ont échoué à apporter le sentiment d'être pris en compte et considérés (Hajjat, 2005). Tout se passe comme si un système politico-médiatique ayant renoncé à produire un discours et une perspective politiques crédibles pour ces jeunes servait de marchepied aux trajectoires d'ascension de certains d'entre eux, en échange de services rendus mesurable essentiellement en termes «d'image» ou de capacité de contrôle d'une base locale qui, pourtant, est condamnée à leur échapper à mesure qu'ils graviront les échelons de la politique locale ou nationale.

La «radicalisation» constitue le double inversé de la notabilisation. Si les médias se focalisent aujourd'hui sur la radicalisation religieuse, une tendance à adopter une attitude de rupture, réelle ou fantasmatique, avec la société «dominante», fondée sur un sentiment d'injustice véhément et une posture de victimisation collective (Mucchielli, 2003) ou individuelle (Beaud, Amrani, 2004), est palpable chez une frange de la jeunesse paupérisée des quartiers populaires,

depuis plus d'une décennie (Cortéséro, 2012; Marlière, 2014). Chez les plus jeunes, cette tendance se manifeste par la personnalisation d'un acteur caractérisant une institution autour d'un comportement estimé raciste ou, plus récemment, islamophobe; tel professeur met de «mauvaises notes» aux Arabes, telle animatrice ne propose que des activités intéressantes aux *gouaires*³, ou encore tel élu n'aime pas les «jeunes des quartiers» ou les musulmans. Ces attitudes témoignent de formes de socialisation par les pairs, dans le cadre d'une «culture de l'ethnicité» ou d'une «culture de la rue», à la fois totalisantes et structurées par des antagonismes binaires (Cortéséro, 2012). Le «je» est absorbé dans la fabrication d'une altérité «eux/nous» à géométrie variable: entre «nous les musulmans», «nous les jeunes du quartier» et «eux les mécréants», entre les *ralbis*, les *renois*, les *gaouils* ou les *feujis*⁴, ou bien entre «nous» et les policiers, les politiques, les *bourges*, les *beaufs*, etc. Cette perception clivée accentue à la fois les antagonismes mais aussi le sentiment d'appartenance autour d'un relent d'injustice collectif susceptible de déboucher sur la déshumanisation de l'«autre». Si cette logique constitue à n'en pas douter le soubassement de certains «basculements» dans le radicalisme «djihadiste» (Khosrokhavar, 2014), elle n'est pas pour autant son seul «débouché». Sans doute certaines politisations à l'extrême gauche peuvent aussi lui être imputées, même si ce «débouché» semble rester marginal. Par exemple, à Gennevilliers (Hauts-de-Seine, en bordure du 93), lors des municipales de 2001, les listes LO, LCR et PT totalisaient près de 21% des suffrages.

3 Les *gouaires*: les Français (en dialecte maghrébin).

4 Ces termes, en «langage des cités», renvoient aux différentes communautés: *ralbis*: Arabes (en dialecte maghrébin), *renois*: Noirs (en verlan), *gaouils*: Français (en dialecte maghrébin), les *feujis*: Juifs (en verlan).

Enfin, les succès rencontrés ces dernières années par certains blogs⁵ ou sites⁶ – ou encore par le «comique» Dieudonné – s'inscrivent fortement dans cette radicalité organisée par l'opposition victimaire et essentialisante entre un «nous» magnifié et un «eux» diabolisé. Ces bloggeurs ou personnalités symbolisent alors la «résistance» au complot judéo-maçonnique dont les Arabes, les fils d'ouvriers en difficulté et surtout les musulmans seraient les premières victimes⁷. La perception clivée et totalisante au fondement de ces diverses formes de radicalisation fonde ainsi une propension à adhérer à toutes sortes de «théories du complot» prétendant révéler les mécanismes cachés d'un système de manipulation dont les jeunes issus de l'immigration des quartiers populaires urbains seraient les premières victimes.

Le recours à l'émeute, l'instrumentalisation par les partis, la radicalisation ou bien le retrait par désespoir ou lassitude prolifèrent dans le vide politique laissé par l'érosion d'un grand acteur populaire capable de soutenir une participation collective au champ politique. Dans un cas, ce vide conduit à l'instrumentalisme et l'instrumentalisation, faute de cadres idéologiques et sociaux capables de lier entre eux les appareils, les militants et leur «base»; dans l'autre, l'absence d'issue politique conduit à chercher le salut dans un «ailleurs» fantasmagorique, catastrophiste ou millénariste qui éloigne de l'espace politique commun, parfois jusqu'à la rupture. Entre les deux, c'est l'abstention, la contestation ou la fuite en avant qui font office de désengagement (Braconnier, Domargen, 2007).

Contrairement aux jeunes ouvriers des «banlieues rouges», les «jeunes de cité» n'apparaissent pas associés, actuellement, à des conflits politiques ni à une

5 On pense par exemple au blog du «Libre Penseur», qui développe une vision conspirationniste visant la domination cachée d'une oligarchie malfaisante de la société française (voir www.lelibrepenseur.org).

6 Le site Égalité et Réconciliation par exemple, de l'ancien chroniqueur sulfureux Alain Soral, dont les chiffres de vente du dernier ouvrage, *Comprendre l'Empire* (2011), approchent les 100 000 exemplaires. Dans certains quartiers, il n'est pas rare d'apercevoir des jeunes se promener avec cet ouvrage dans les mains.

7 Les récentes caricatures du prophète de l'islam dans *Charlie Hebdo* confortent le sentiment collectif que les médias dominants humilient les musulmans, avec la complicité des autorités politiques de gauche comme de droite qui les obligent, suite aux attentats de janvier 2015, à «être Charlie».

offre idéologique intelligible par les canaux politiques traditionnels (Habermas, 1978), et ce malgré un tissu associatif foisonnant et une activité politique bien réelle. Certes les quartiers populaires ne sont pas des déserts politiques mais on n'y rencontre guère de mouvements sociaux parvenant à fédérer leurs habitants et à porter leurs aspirations à l'échelle locale et nationale. Car depuis l'échec de la « Marche pour l'égalité », en 1983 (Bouamama, 1994, Hajjat, 2013), les habitants des quartiers populaires ne se sont jamais trouvés en capacité d'incarner une force politique autonome susceptible de porter leurs difficultés, besoins et revendications. C'est dans ce contexte que l'émeute finit par incarner une sorte de protestation collective par défaut (Mucchielli, 2012). Et lorsque l'insupportable survient – mort d'un jeune, d'un copain –, c'est le recours à l'émeute qui se manifeste⁸, à mi-chemin entre désespoir et rébellion, à l'image des mouvements populaires dans l'Ancien Régime (Tilly, 1986). Autrement dit, l'activité politique plus conventionnelle, au sein des corps intermédiaires et dans l'arène électorale, bute sur l'absence de vision politique articulée aux aspirations de ces populations, et sur le clientélisme des appareils politico-administratifs qui finissent par transformer les militants en notables locaux ou nationaux coupés de leur base. Ainsi l'activité politique dans « les quartiers » se trouve-t-elle à nouveau renvoyée vers la logique émeutière (Loch, 2008) et/ou exposée aux tentations d'un radicalisme qui, certes, donne un sens collectif à leur condition, mais les isole toujours plus de l'espace politique commun.

Tout l'enjeu, pour les nouvelles générations de militants qui émergent aujourd'hui des cités, et pour ceux – chercheurs ou militants « alliés », animateurs, travailleurs

sociaux, intellectuels, etc. – qui les accompagnent, est désormais de trouver une voie capable d'éviter le double écueil de l'instrumentalisation et de la rupture, en s'adossant à des énoncés politiques audibles à la fois par les jeunes et les habitants des cités, d'un côté, et dans l'espace et le débat politique national, de l'autre.

RÉGIS CORTÉSÉRO

chargé d'études et de recherche, INJEP

ÉRIC MARLIÈRE

maître de conférences en sociologie,
Université de Lille [EA 3589 - CeRIES]

RÉFÉRENCES BIBLIOGRAPHIQUES

- Arslan L.** (2010), *Enfants d'islam et de Marianne. Des banlieues à l'Université*, Paris, PUF.
- Aerts A.-Th., Chirazi S., Cros L.** (2015), « Une pauvreté très présente dans les villes-centres des grands pôles urbains », *Insee Première*, n° 1552, juin 2015.
- Bacqué M.-H., D'orazio A.** (2015), « Des révoltes sociales aux élections. Quelques questions à partir de la Seine-Saint-Denis », *Mouvements*, n° 83, p. 42-49.
- Beaud St., Amrani Y.** (2004), *Pays de malheur ! Un jeune de cité écrit à un sociologue*, Paris, La découverte (2^e éd. 2005).
- Béroud S.** (2011), « Jeunes et précaires dans l'action syndicale : modalités d'engagement et processus d'apprentissage », in S. Béroud, B. Gobille, H. Abdellali, M. Zancarini-Fournel (dir.), *Engagements, rebellions et genre dans les quartiers populaires en Europe (1968-2005)*, Paris, Éditions des archives contemporaines, p. 139-150.
- Bouamama S.** (1994), *Dix Ans de marche des Beurs. Chronique d'un mouvement avorté*, Paris, Desclée de Brouwer.
- Braconnier C., Domargen J.-Y.** (2007), *La Démocratie de l'absent. Aux origines de la mobilisation électorale en milieux populaires*, Paris, Gallimard.
- Braconnier C., Dormagen J.-Y.** (2010), « Le vote des cités est-il structuré par un clivage ethnique ? », *Revue française de science politique*, Vol. 60.
- Castel R.** (2009), *La Montée des incertitudes. Travail, protections, statut de l'individu*, Paris, Seuil (éd. Points 2013).
- Cesari J.** (1997), *Faut-il avoir peur de l'islam ?*, Paris, Les Presses de Sciences Po.
- Cortéséro R.** (2010), « Entre l'émeute et le ghetto. Quels cadres de socialisation politique pour les jeunes des banlieues populaires ? », *Education et Sociétés*, n° 25 : « Institution et socialisation politique des jeunes », p. 65-81.
- Cortéséro R.** (2012), « La domination sans l'exploitation. Sentiments d'injustice, rapports sociaux et résistance au stigmate dans les quartiers de banlieue », in R. Cortéséro (dir.),

8 Comme au début du siècle dernier dans les mouvements anarchistes ou radicaux ouvriers, à la suite de violences policières (Steiner, 2012).

La banlieue change! Inégalités, justice sociale et action publique dans les quartiers populaires, Latresne (33), Le Bord de l'eau.

Cortéséro R., Marlière É. (2015), «L'émeute est-elle une forme d'expression politique? Dix ans de sociologie des émeutes de 2005», *Agora débats/jeunesses*, n° 70, p.57-77.

Gay V. (2015), «Grèves saintes ou grèves ouvrières? Le "problème musulman" dans les conflits de l'automobile, 1982-1983», *Genèses*, n° 98, p.110-130.

Geisser V., Soum E.Y. (2008), *Discriminer pour mieux régner. Enquête sur la diversité dans les partis politiques*, Ivry-sur-Seine (94), Éditions de l'Atelier.

Habermas J. (2003 [1978]), *L'Espace public. Archéologie de la publicité comme dimension constitutive de la société bourgeoise*, Paris, Payot.

Hajjat A. (2005), *Immigration postcoloniale et mémoire*, Paris, L'Harmattan.

Hajjat A. (2013), *La Marche pour l'égalité et contre le racisme*, Paris, Éditions Amsterdam.

Hamidi C. (2010), «Catégorisations ethniques ordinaires et rapport au politique. Éléments sur le rapport au politique des jeunes des quartiers populaires», *Revue française de science politique*, Vol. 60.

Jobard F. (2002), *Bavures policières? La force publique et ses usages*, Paris, La Découverte.

Kapko N. (2007), *L'Islam, un recours pour les jeunes*, Paris, Presses de Sciences Po.

Kepel G. (2012), *Banlieue de la République. Société, politique et religion à Clichy-sous-Bois et Montfermeil*, Paris, Gallimard.

Kokoreff M. (2003), *La Force des quartiers. De la délinquance à l'engagement politique*, Paris, Payot.

Kokoreff M. (2008), *Sociologie des émeutes*, Paris, Payot.

Khosrokhavar F. (1997), *L'Islam des jeunes*, Paris, Flammarion.

Khosrokhavar F. (2014), *Radicalisation*, Paris, Éditions de la Maison des sciences de l'homme.

Lagrange H. (2001), *De l'affrontement à l'esquive. Violences, délinquances et usages de drogues*, Paris, Syros.

Loch D. (2008), «Pourquoi n'y a-t-il pas d'émeutes urbaines en Allemagne? Les jeunes issus de l'immigration en France et en Allemagne entre (absence de) protestations et politique de la ville», *Revue suisse de sociologie (Schweizerische Zeitschrift für Soziologie)*, Vol. 34, p.281-306.

Marlière É. (2008), *La France nous a lâchés! Le sentiment d'injustice chez les jeunes des cités*, Paris, Fayard.

Marlière É. (2014), «De l'émeute à la mobilisation associative face à l'«injustice» chez les «jeunes de cité», in BECQUETV. (coord.), *Jeunesses engagées*, Paris, Syllepse, p.69-86.

Masclat O. (2003), *La Gauche et les cités. Enquête sur un rendez-vous manqué*, Paris, La Dispute (2^e éd.2006).

Merklen D. (2009), *Quartiers populaires, quartiers politiques*, Paris, La Dispute.

Mucchielli L. (2003), «Le rap de la jeunesse des quartiers relégués. Un univers de représentation structuré par des sentiments d'injustice et de victimation collective», in Boucher M., Vulbeau Al. (dir.), *Émergences culturelles et jeunesse populaire. Turbulences ou médiations?*, Paris, L'Harmattan, p.323-351.

Mucchielli L. (2012), «L'émeute, forme élémentaire de la protestation», *Cités*, n° 50: «Extrêmes violences», p.49-56.

Pietre A. (2013), «Islam (im)politique et quartiers (im)populaires. Retour critique sur les émeutes de novembre 2005», *L'Homme et la Société*, n° 187-188, p.89-129.

Roy O. (2002), *L'Islam mondialisé*, Paris, Seuil (nouv.éd.2004).

Steiner A. (2012), *Le Goût de l'émeute. Manifestation et violences de rue dans Paris et sa banlieue à la «Belle Époque»*, Montreuil (93), Éditions L'échappée.

Tilly Ch. (1986), *La France conteste, de 1600 à nos jours*, trad. (américain) Éric Diacon, Paris, Fayard.

Trenta A. (2015), «Les pratiques associatives dans les banlieues de Paris et Buenos Aires. La comparaison de cas contrastés», *Espaces et sociétés*, n° 163, p.41-55.

Wihotl De Wenden C., Leveau R. (2001), *La Beurgeoisie. Les trois âges de la vie associative issue de l'immigration*, Paris, CNRS Éditions (2^e éd.2007).